

# Le catholicisme en Chine

église

●●● **Jean-Paul Wiest**, Pékin

*Théologien, directeur de recherche  
au Centre d'études chinoises de Pékin<sup>1</sup>*

En 1294, durant la dynastie mongole Yuan, des franciscains menés par Giovanni da Montecorvino deviennent les premiers missionnaires catholiques à s'établir en Chine. Cette présence se résume à une poignée de moines et ne dure même pas 70 ans. En effet, beaucoup des envoyés succombent aux périls et aux privations d'un périple de plus de 15000 kilomètres. Ceux qui, finalement, mettent les pieds en Chine sont de plus en plus soumis aux mauvais traitements de patriotes chinois opposés au régime. Le dernier franciscain en terre chinoise, Jean de Florence, est tué à Zaiton en 1362.

Ce n'est que près de trois siècles plus tard que le catholicisme s'implante à nouveau en Chine avec l'arrivée de Matteo Ricci et de ses compagnons jésuites. Dans un premier temps, le Saint-Siège accorde à la Société de Jésus le droit

exclusif d'évangéliser la Chine, puis, en 1633, il décide d'ouvrir le champ à d'autres groupes. Après un semblant de coopération, les relations entre missionnaires se détériorent, les nouveaux venus rejetant les méthodes jésuites d'accommodation à la culture chinoise.

Cette dispute de clocher dégénère en un conflit politico-religieux majeur connu sous le nom de Querelle des Rites. L'empereur Kangxi, qui en 1692 signe un décret de tolérance en faveur de la religion chrétienne, rejette violemment quinze ans plus tard les condamnations du Saint-Siège et de ses légats concernant la position de Ricci en faveur du respect dû aux ancêtres et à Confucius. A peine sur le trône, son successeur décrète en 1736 l'interdiction de la religion chrétienne en Chine et ordonne l'expulsion de tous les missionnaires, à l'exception d'une poignée employée à la Cour.

Au cours des siècles suivants, les persécutions contre les chrétiens chinois et les missionnaires sont intermittentes mais virulentes. Il est indubitable que la condamnation par Rome de l'approche préconisée par les jésuites et la proscription du christianisme par l'empereur entraînent une transformation profonde dans la composition sociale de la population catholique chinoise. L'interdiction du Vatican de participer aux cérémonies en l'honneur de Confucius rend pratiquement impossible les conversions

*En ce printemps 2008, une brise d'optimiste semble promettre la poursuite de l'amélioration amorcée l'année précédente au sein de l'Eglise catholique de Chine. Il en est de même pour la reprise d'un dialogue sérieux entre le gouvernement chinois et le Vatican. Mais combien de fois par le passé ce semblant de zéphyr ne s'est-il pas transformé en aquilon ?<sup>2</sup> Pourtant, un retour en arrière semble pratiquement impossible. La situation continuera à s'améliorer, prédit Jean-Paul Wiest, qui propose, pour mieux comprendre les causes de ce changement, un survol historique du catholicisme en Chine.*

1 • Docteur en Histoire chinoise de l'Université de Washington, à Seattle, ses recherches portent principalement sur l'histoire des interactions entre le christianisme et la Chine. Il est l'auteur, entre autres, de *Maryknoll in China. A History, 1918-1955*, Orbis Books, New York 1997, 615 p. et de *Popular Christianity in a Word Church : Seven Case Studies in Inculturation*, Orbis Books, New York 1999. (n.d.l.r.)

2 • Il n'y a qu'à voir les titres de presse des vingt dernières années pour se rendre compte du nombre de déclarations erronées et de faux pronostics publiés sur l'Eglise de Chine.

parmi les hauts fonctionnaires et les élites de la société. Et ayant perdu son statut de religion autorisée par l'empereur, le christianisme doit essuyer des abus fréquents.

Toutefois, malgré les persécutions, l'absence presque totale de missionnaires et le tarissement des conversions parmi les classes éduquées, le christianisme chinois, loin de disparaître, se maintient dans les campagnes éloignées du regard de l'administration. Si le nombre de catholiques chinois, lequel se monte à 200 000 vers 1692, chute de près d'un tiers durant la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, il se stabilise ensuite et remonte progressivement, pour atteindre 218 000 en 1815.

## Des rendez-vous manqués

Au XIX<sup>e</sup> siècle, l'agression des puissances étrangères et les traités qui s'ensuivent humilient la Chine et la forcent à se rouvrir aux influences extérieures, y compris le christianisme. Les missionnaires retrouvent le droit de résider en Chine, récupèrent leurs anciennes résidences et se félicitent à l'idée de convertir en un temps record la grande masse des millions de Chinois.

Mais ce nouveau rendez-vous entre la Chine et le christianisme ne se passe pas bien. La collusion ou l'apparence de collusion des missionnaires avec les forces armées étrangères et le fréquent recours de ces mêmes missionnaires à la protection diplomatique ne font qu'exacerber, parmi nombre de lettrés confucéens, le vieux fond antichrétien. Ils n'ont pas de peine à convaincre les foules que les étrangers, les missionnaires y compris, sont responsables de tous les maux dont souffre la Chine. La révolte des Boxers qui éclate au printemps 1900 se solde par le massacre de milliers de

chrétiens, dont 30 000 catholiques, et la destruction de nombreuses églises. Suite à l'avènement de la République de Chine en 1911, l'opposition initiale au christianisme au sein du gouvernement se dissipe : des raisons de sécurité nationale, comme le danger communiste et l'agression japonaise en Mandchourie, prennent dans les années '30 le devant de la scène. Les conversions de Chiang Kai-shek et de plusieurs autres dignitaires nationalistes y sont aussi pour une bonne part. Mais, plus que tout, c'est l'engagement visible des Eglises au service de la société qui contribue à ce revirement d'attitude aux divers échelons de la société chinoise.

L'aide aux réfugiés et le rôle prépondérant des missionnaires dans la modernisation des secteurs médicaux, sociaux et agricoles ainsi que dans la réforme de l'éducation figurent indubitablement parmi les contributions les plus appréciées. L'Eglise catholique connaît alors un bel essor, si bien qu'en 1946, le Saint-Siège élève les missions de Chine au rang d'Eglise locale. En 1949, les catholiques chinois sont plus de trois millions. L'antichristianisme à grande échelle ne réapparaît qu'après la victoire communiste en octobre de la même année. La répression du nouveau régime se fait de plus en plus sévère. C'est d'abord l'expulsion des missionnaires étrangers à partir de 1951. Cette année-là, sur les 5 500 missionnaires, hommes et femmes, encore présents dans le pays, plus de 1 100, dont le nonce apostolique Mgr Antonio Riberi, sont expulsés. Quatre ans plus tard, il en reste à peine une vingtaine.

Durant cette même période, le gouvernement ordonne la fermeture progressive des séminaires, couvents et écoles catholiques. Les Chinois chrétiens ne sont pas épargnés. La persécution se fait surtout virulente en 1955, avec

des arrestations massives d'évêques, prêtres, religieux et laïcs. En Occident, beaucoup pensent, une fois de plus, que le christianisme est sur le point de disparaître du sol chinois.

Le mouvement des *Cent Fleurs* de 1956 et la remise en liberté de nombreux catholiques n'apportent qu'un bref moment de répit. Le gouvernement est de fait en train de manigancer la création de l'Association patriotique catholique, un organisme politique à caractère religieux, chargé de contrôler les activités de l'Eglise.

## Une communauté divisée

Durant les mois qui suivent sa création en août 1957, les évêques et leur clergé sont soumis à de fortes pressions et à des séances d'endoctrinement pour qu'ils signifient leur adhésion. Il est difficile de déterminer les conditions et les raisons qui poussent certains à acquiescer, alors que beaucoup d'autres refusent et se retrouvent à nouveau en prison et en camp de travail. Lorsque l'année suivante le pape dénonce l'Association patriotique et déclare illicites les ordinations épiscopales faites sans sa permission, le gouvernement réagit en interdisant les rapports avec le Vatican.

C'est à cette époque que se produit le clivage au sein de la communauté catholique entre ceux qui estiment qu'une certaine collaboration avec le régime est nécessaire pour préserver la vie religieuse des chrétiens et ceux qui considèrent cette démarche comme une trahison.

L'Eglise catholique chinoise, quoique partageant la même foi, se trouve désormais divisée en deux branches. L'une, cimentée par un loyalisme indéfectible au pape, fonctionne dans l'illégalité aux yeux du gouvernement ; l'autre opère avec l'autorisation et sous le contrôle du gouvernement qui lui interdit tout lien avec Rome. Ses évêques sont valides mais illicites parce qu'ordonnés sans la nomination préalable du pape. En 1962, sur les soixante et quelques évêques chinois, une quarantaine n'a pas l'approbation de Rome.

La Révolution culturelle (1966-1976) entraîne la suspension de toutes les activités religieuses et la confiscation des biens de l'Eglise. Les prêtres et les religieuses encore en exercice sont emprisonnés, puis envoyés rejoindre les autres déjà en camps de rééducation.

« Les apôtres dans la tempête »<sup>3</sup>



3 • Premier dessin confié par Ricci au graveur Cheng Dayue pour son ouvrage *Le jardin d'encre*. Cheng voulait inclure dans son livre de calligraphies et de dessins chinois, des exemples d'écriture et d'art occidentaux. (n.d.l.r.)

En 1978, la volonté du gouvernement de rassembler toutes les composantes de la société en un « front uni » signale un mouvement de libéralisation. Ce changement d'attitude se traduit par des gestes de tolérance de plus en plus nombreux envers les religions. Le clergé catholique est remis en liberté, mais seuls les séminaires, couvents et églises dûment enregistrés auprès du gouvernement et soumis au contrôle de l'Association patriotique sont graduellement ouverts.

L'Eglise de Chine se retrouve donc à nouveau dans une situation semblable à celle de 1960. Une partie du clergé et des laïcs prie dans des églises dûment enregistrées auprès des autorités civiles. D'autres continuent de refuser tout contrôle de l'Association patriotique et se réunissent sans la permission du gouvernement. Considérés hors-la-loi, ces derniers sont souvent harcelés par la police. De là vient l'appellation d'Eglise clandestine que leur donnent certains observateurs étrangers, par contraste avec l'Eglise officielle, c'est-à-dire reconnue par le gouvernement.

Les relations d'abord acrimonieuses entre les deux groupes s'améliorent et la division devient de plus en plus floue. Les appels répétés de Jean Paul II et récemment de Benoît XVI à la réconciliation, ainsi que les efforts prophétiques de nombreux évêques, prêtres, sœurs et laïcs portent des fruits. L'antipathie et les accusations parfois virulentes échangées dans les années '80 font place à plus de tolérance et à des actes concrets de coopération et d'authentique communion. Au cours des quinze dernières années, 90 % des évêques ordonnés illicitement ont demandé et obtenu de Rome leur légitimation. Ils sont donc en communion totale avec le pape et l'Eglise universelle.

Nous voilà donc arrivés à la période contemporaine où, j'en suis convaincu, l'année 2007 signale un point de non-retour à l'intérieur même de l'Eglise de Chine, aussi bien que dans les rapports entre le gouvernement chinois et l'Eglise de Chine, ou dans le dialogue entre ce gouvernement et le Vatican.

## Un message historique

Tout débute en janvier, lorsqu'à l'issue d'une réunion de trois jours sur la situation religieuse en Chine, le Saint-Siège publie un communiqué de presse qui déclare qu'en dépit des trois ordinations illicites d'évêques l'année précédente, il entend poursuivre avec les autorités civiles chinoises le dialogue commencé par Jean Paul II.

Le communiqué se réjouit que la presque totalité des évêques et des prêtres de Chine soit en communion avec le pape, façon voilée de rappeler au gouvernement que ses efforts pour créer une Eglise indépendante ont échoué. Nulle part il n'est fait allusion à l'existence de deux communautés au sein de l'Eglise de Chine, comme pour indiquer que cette phase appartient déjà au passé. Le document se termine par la promesse d'une lettre du pape aux chrétiens de Chine.

Cette lettre, parue en la fête de Pentecôte 2007, est un remarquable document car plus qu'une simple lettre pastorale écrite aux catholiques chinois, elle s'adresse aussi directement aux autorités gouvernementales.

Le pape lance à ces dernières un appel à l'ouverture d'un espace de dialogue qui permettra de surmonter les incompréhensions du passé et d'explorer des voies concrètes de communication et de collaboration entre le Saint-Siège et la République populaire de Chine. Il assure les dirigeants chinois que l'Eglise n'est

liée à aucun système politique et que son seul motif est d'offrir un service humble et désintéressé, en ce qui relève de sa compétence, pour le bien des catholiques chinois et de tous les habitants du pays.

Loin de chercher la confrontation sur les ordinations illicites de 2006, il leur tend un rameau d'olivier en affirmant sa volonté de forger un accord qui désormais puisse satisfaire à la fois la nécessité du mandat apostolique et les exigences du gouvernement. Son ton est aussi très irénique lorsqu'il se dit en faveur d'un dialogue concernant les remaniements des diverses circonscriptions ecclésiastiques faites par le gouvernement chinois.

En même temps toutefois, le pape rappelle qu'un dialogue sincère sera impossible tant que le gouvernement ne respectera pas la liberté religieuse de tous les catholiques chinois. C'est une allusion aux persécutions des « clandestins » et aux arrestations de leurs pasteurs. L'autre obstacle au dialogue, dit le pape, est le maintien d'organismes qui prétendent se placer au-dessus des évêques et guider la vie de la communauté ecclésiale. Sans jamais les nommer explicitement, Benoît XVI fait allusion aux Associations patriotiques dont la finalité déclarée - mettre en œuvre dans l'Eglise les principes d'indépendance et d'autonomie, d'autogestion et d'administration démocratique - est inconciliable avec la doctrine catholique.

Aux chrétiens chinois, Benoît XVI parle comme un père à ses enfants. A la suite de Jean Paul II, il exhorte les deux groupes à une réconciliation complète. La purification de la mémoire, le pardon de ceux qui ont fait le mal, l'oubli des torts subis et la pacification des cœurs dans l'amour exigent le dépassement de positions ou de visions personnelles. Ce sont des pas qu'il est urgent d'accomplir pour signifier une authentique com-

munion au sein de l'Eglise locale et avec l'Eglise universelle. Et comme pour effacer les confusions qui pourraient encore exister dans les esprits de certains catholiques chinois, le pape leur affirme sans ambages qu'il est tout à fait normal de participer à l'eucharistie célébrée par des évêques et des prêtres reconnus à la fois par le gouvernement et le Saint-Siège.

## Vers la normalisation

Le message du pape au gouvernement et aux catholiques chinois est donc bien clair. Il appelle l'autorité civile à conclure un accord à l'amiable sur la question de la nomination des évêques et à mettre fin à son ingérence dans la gestion et les activités strictement religieuses de l'Eglise chinoise. La question de la pleine fidélité au pape et du contrôle indû exercé sur la vie de l'Eglise ne se posant plus, le problème épineux des « clandestins » disparaîtrait.

Aux « clandestins », le pape souligne que la clandestinité ne rentre pas dans la normalité de la vie de l'Eglise et que l'histoire montre que pasteurs et fidèles y ont recours uniquement pour maintenir intègre leur propre foi et rejeter l'ingérence d'organismes d'Etat dans ce qui touche l'intime de la vie de l'Eglise. Des développements positifs dans la situation présente de l'Eglise en Chine requièrent un changement d'attitude. C'est pour cela que Benoît XVI leur demande une nouvelle preuve de fidélité, en leur annonçant sa décision de révoquer toutes les facultés que le Saint-Siège leur avait concédées pour faire face à des temps particulièrement difficiles.



Aux évêques « officiels » légitimés par le Vatican, le pape leur ordonne d'en informer sans équivoque les prêtres et les fidèles pour éviter de graves problèmes de conscience et assurer une totale communion.

On ne pourra sans doute vraiment évaluer toute la portée du message de Benoît XVI que d'ici quelques années, mais son importance historique me semble déjà assurée. A l'Eglise de Chine, la lettre offre les directives pastorales dont elle avait grand besoin pour achever sa réconciliation interne. Au gouvernement chinois, elle renouvelle l'offre de dialogue, tout en indiquant clairement ce qui n'est pas discutable et ce qui l'est.

## Signes prometteurs

La réaction du gouvernement chinois a été mitigée et la porte reste ouverte. Des tentatives de dialogue sont en cours, les unes très privées et d'autres plus médiatisées comme les visites, l'an passé, du cardinal vietnamien en septembre et du cardinal écossais en octobre.

Aux plus hauts échelons du parti communiste, on semble moins intransigent et on reconnaît que la religion ne peut être ignorée et encore moins éradiquée. La constitution du Parti, révisée

lors du congrès national d'octobre dernier, mentionne pour la première fois le mot « religion » et la nécessité de rallier les adeptes de religions à la cause du développement économique et social du pays.

Le 18 décembre 2007, la deuxième réunion plénière du Politburo depuis le congrès a été consacrée à une session d'étude sur la religion durant laquelle l'attitude traditionnellement antireligieuse de l'idéologie officielle a été mise au rancart. Hu Jintao y a parlé du rôle positif que la religion joue dans la construction d'une société harmonieuse et de la nécessité pour le Parti d'en tenir compte.

Mais tout aussi importants sont les signes concrets de coopération et d'entente. Entre Pentecôte et Noël 2007, cinq ordinations épiscopales ont eu lieu, toutes avec l'approbation du Vatican et du gouvernement chinois, dans les diocèses de Guizhou, Beijing, Guangzhou Yichang et Ningxia. Voilà de quoi faire de 2007 une année marquante pour la réconciliation au sein de l'Eglise de Chine, la place de la religion dans la société chinoise et la reprise d'un dialogue constructif entre le gouvernement chinois et le Vatican.

L'Eglise catholique de Chine en ce début d'année 2008 compte plus de 15 millions d'adeptes.<sup>4</sup>

**J.-P. W.**

**Consultez  
notre site Internet !**

**www.choisir.ch**

ses éditos  
ses brèves actualités  
ses dossiers  
ses archives

4 • Selon des statistiques avancées par l'agence *Fides*, plus de 13 000 baptêmes ont été célébrés lors de la Veillée pascale 2008 en Chine, contre 8000 en 2007 (sur une population de 1,3 milliard). (n.d.l.r.)